

F. 91 — 582

**12 DECEMBRE 1990. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon  
créant une prime pour favoriser l'embauche de travailleurs à former  
et organisant une intervention dans les frais de formation**

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi du 8 août 1988, notamment l'article 6, IX, 2°;

Vu l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office communautaire et régional de la formation professionnelle et de l'emploi;

Vu l'accord du Ministre de la Région wallonne ayant le budget dans ses attributions;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que la nécessité de prendre sans retard des mesures incitant les employeurs à engager des demandeurs d'emploi inoccupés résulte du maintien d'un grand nombre de personnes sans emploi;

Considérant l'augmentation importante du montant des investissements réalisés dans les entreprises entraînant des projets de création et d'extension;

Considérant les besoins en terme d'embauche et de qualification découlant de ces investissements;

Considérant que l'Exécutif régional wallon a dégagé des moyens budgétaires supplémentaires dans le cadre du programme « plus » afin de financer ces initiatives;

Sur la proposition du Ministre de la Région wallonne qui a l'emploi dans ses attributions,

Arrête :

**Article 1er.** Le titre V, Dispositions particulières à la Région wallonne, de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage est complété par une section 2bis, rédigée comme suit :

« Section 2bis. — Dispositions temporaires relatives à la formation

*Sous-section 1. — Définitions et assimilations*

Article 284. § 1er. Pour l'application de la présente section, il faut entendre par :

1° l'Office : l'Office communautaire et régional de la formation professionnelle et de l'emploi (FOREM);

2° le Ministre : le Ministre de la Région wallonne qui a l'emploi dans ses attributions;

3° les demandeurs d'emploi : les personnes sans emploi inscrites auprès des services de l'Office.

§ 2. Pour l'application de la présente section, sont assimilés au demandeur d'emploi :

1° le demandeur d'emploi occupé dans un emploi à temps partiel dont la durée des prestations est égale ou inférieure au tiers de la durée normale de travail à temps plein dans l'entreprise qui l'occupe;

2° le chômeur complet indemnisé non demandeur d'emploi, visé aux articles 153bis, 155 et 155ter du présent arrêté;

3° le demandeur d'emploi visé à l'article 171bis du présent arrêté;

4° le demandeur d'emploi en formation professionnelle organisée ou agréée par l'Office ou le Fonds national de reclassement social des handicapés.

§ 3. Pour l'application de la présente section, ne sont pas considérées comme interruption de la période d'inscription auprès des services de l'Office :

1° les périodes d'interruption d'inscription qui, cumulées, ne dépassent pas 3 mois;

2° les périodes qui ont donné lieu au paiement d'une indemnité en application des dispositions légales ou réglementaires concernant l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité;

3° les périodes qui ont donné lieu au paiement d'une indemnité en application des dispositions légales ou réglementaires concernant la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles.

§ 4. La période d'inscription comme demandeur d'emploi est suspendue par :

1° les périodes d'emprisonnement en Belgique;

2° les périodes d'appel ou de rappel sous les armes ou de service civil.

*Sous-section 2. — Octroi d'une prime d'embauche et de formation*

**Article 285.** Les entreprises industrielles visées à l'article 285 du présent arrêté qui ont conclu ou concluront avec l'Office une convention de formation visée à l'article 288 du même arrêté, peuvent bénéficier d'une prime lorsqu'elles embauchent des demandeurs d'emploi en vue de leur formation.

Cette prime d'embauche et de formation peut être cumulée avec les interventions visées par les articles 279 à 293 du même arrêté.

**Article 286.** L'Office est autorisé à conclure avec les employeurs des avenants aux conventions déjà établies et relatifs à la formation, au sein de leur entreprise, de demandeurs d'emploi engagés dans les liens d'un contrat de travail à durée indéterminée en vue de la création, de l'extension ou de la reconversion de celle-ci.

L'avenant à la convention fixe les conditions et les montants des primes.

**Article 287.** La prime visée à l'article 285 s'élève à :

1° 50 000 francs en cas d'engagement d'un demandeur d'emploi;

2° 75 000 francs en cas d'engagement d'un demandeur d'emploi depuis six mois au moins sans interruption et depuis un an au plus;

3° 100 000 francs en cas d'engagement d'un demandeur d'emploi depuis plus d'un an sans interruption.

Pour l'application du présent article la situation du demandeur d'emploi est appréciée le jour où commence l'exécution du contrat.

**Article 288.** Les conventions de formation visées à l'article 285, alinéa 1er, sont celles dont le terme expire entre le 1er janvier 1990 et le 31 décembre 1992.

Article 299. Le Comité de gestion de l'Office statue sur la conformité des demandes de primes, sur la suite à leur réserver et fixe leur montant et leur imputation budgétaire.

Le Ministre ayant l'emploi dans ses attributions décide de l'octroi des primes.

Le Comité de gestion de l'Office conclut les avenants aux conventions.

Les primes sont accordées dans la limite des crédits budgétaires disponibles.

Article 300. Le paiement de l'intervention est effectué après vérification par l'Office des pièces justificatives transmises par l'entreprise.

*Sous-section 3. -- Intervention dans les coûts de formation de travailleurs destinés à remplacer le personnel transféré sur de nouveaux équipements de production*

Article 301. Les entreprises visées à l'article 295, alinéa 1er, peuvent bénéficier d'une intervention de l'Office dans la sélection et la formation du personnel recruté pour remplacer les travailleurs transférés sur de nouveaux équipements de production dans le cadre d'une convention conclue conformément aux articles 279 à 293 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 précité.

Article 302. L'Office est autorisé à conclure avec des employeurs des conventions relatives à la formation, au sein de l'entreprise, du personnel visé à l'article 301 à condition qu'il s'agisse de demandeurs d'emploi depuis au moins six mois sans interruption au moment du début de l'exécution du contrat.

La convention fixe les conditions et la durée de l'intervention de l'Office dans la rémunération augmentée des charges sociales et des assurances contre les accidents de travail des moniteurs chargés de la formation et des travailleurs bénéficiant de celle-ci.

Article 303. L'intervention pour les moniteurs est calculée en fonction du nombre de semaines de formation effective, eu égard à la profession, et du nombre de stagiaires qu'ils forment.

Cette intervention est maximale si elle concerne cinq travailleurs au moins, sinon elle est calculée au prorata du nombre de travailleurs formés.

Article 304. Les durées minimale et maximale de formation pour un travailleur sont respectivement de 4 et 18 semaines.

Les travailleurs formés doivent être ressortissants d'un Etat-membre de la C.E.E. ou résider effectivement en région wallonne, être âgés d'au moins dix-huit ans et liés à l'entreprise par un contrat de travail à durée indéterminée.

Article 305. L'intervention est limitée à 50 % des dépenses exposées par l'employeur.

Article 306. La convention accordant l'intervention prend cours, pour une période maximale de deux ans, au plus tôt à la date à laquelle l'entreprise a adressé sa demande initiale à l'Office et, au plus tard, à celle du début de la première formation.

Article 307. La procédure prévue aux articles 289, 290 et 292 du présent arrêté est d'application pour les demandes régies par la présente sous-section.

*Sous-section 4. -- Incitation au recrutement et à la formation du personnel peu qualifié*

Article 308. Les entreprises visées à l'article 295, alinéa 1er, peuvent bénéficier d'une intervention de l'Office dans les dépenses inhérentes à la sélection et à la formation du personnel recruté pour occuper une fonction à qualification réduite liée directement ou indirectement à l'application de nouvelles techniques.

Article 309. L'Office est autorisé à conclure avec des employeurs des conventions relatives à la formation au sein de l'entreprise du personnel visé à l'article 308 à condition qu'il s'agisse de demandeurs d'emploi depuis au moins un an au moment du début de l'exécution du contrat.

La convention fixe les conditions et la durée des interventions de l'Office dans la rémunération, augmentée des charges sociales et des assurances contre les accidents de travail, des moniteurs chargés de la formation et des travailleurs bénéficiant de celle-ci.

Article 310. L'intervention pour les moniteurs est calculée en fonction du nombre de semaines de formation effective, eu égard à la profession, et du nombre de stagiaires qu'ils forment.

Cette intervention est maximale si elle concerne cinq travailleurs au moins, sinon elle est calculée au prorata du nombre de travailleurs formés.

Article 311. Les durées minimale et maximale de formation pour un travailleur sont respectivement de 2 et 13 semaines.

Les travailleurs formés doivent être ressortissants d'un Etat-membre de la C.E.E. ou résider effectivement en Région wallonne, être âgés d'au moins dix-huit ans et liés à l'entreprise par un contrat de travail à durée indéterminée.

Article 312. L'intervention est limitée à 50 % des dépenses exposées par l'employeur.

Article 313. La convention accordant l'intervention prend cours, pour une période maximale de deux ans, au plus tôt à la date à laquelle l'entreprise a adressé sa demande initiale à l'Office et, au plus tard, à celle du début de la première formation.

Article 314. La procédure prévue aux articles 289, 290 et 292 du présent arrêté est d'application pour les demandes régies par la présente sous-section.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* et cessera d'être en vigueur le 31 décembre 1992.

Art. 3. Le Ministre de la Région wallonne qui a l'emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 12 décembre 1990.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,  
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre de l'Emploi, chargé de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature  
et des Zones industrielles pour la Région wallonne,

E. HISMANS

## ÜBERSETZUNG

D. 91 — 582

12. DEZEMBER 1990. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive zur Schaffung einer Prämie im Hinblick auf die Förderung der Einstellung von auszubildenden Arbeitnehmern und zur Planung einer Beteiligung an den Ausbildungskosten

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, abgeändert durch das Gesetz vom 8. August 1988, insbesondere des Artikels 6, IX, Nr. 2;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 20. Dezember 1983 betreffend die Arbeitsbeschaffung und die Arbeitslosigkeit;

Aufgrund des Gutachtens des Verwaltungsausschusses des Gemeinschaftlichen und Regionalen Amtes für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß die Notwendigkeit, unverzüglich Maßnahmen zu ergreifen, die die Arbeitgeber zur Einstellung unbeschäftigter Arbeitssuchender anreizen sollen, sich daraus ergibt, daß es immer noch eine große Anzahl Arbeitsloser gibt;

In Anbetracht der bedeutenden Zunahme der in den Unternehmen getätigten Investitionen, die Gründungs- und Erweiterungsprojekte mit sich bringen;

In Anbetracht des Bedarfs an Arbeitskräften und Fachkenntnissen, der sich aus diesen Investitionen ergibt;

In der Erwägung, daß die Wallonische Regionalexekutive im Rahmen des « PLUS »-Programms zusätzliche Haushaltsmittel bereitgestellt hat, um diese Initiativen zu finanzieren;

Auf Vorschlag des Ministers der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. Titel V — Besondere Bestimmungen für die Wallonische Region — des Königlichen Erlasses vom 20. Dezember 1983 betreffend die Arbeitsbeschaffung und die Arbeitslosigkeit wird durch einen Abschnitt 2bis mit folgendem Wortlaut ergänzt :

« Abschnitt 2bis. — Zeitweilige Bestimmungen in bezug auf die Ausbildung

Unterabschnitt 1. — Begriffsbestimmungen und Gleichstellungen

Artikel 294. § 1. Für die Anwendung des vorliegenden Abschnittes ist :

1. das Amt : das Gemeinschaftliche und Regionale Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung (GRABA);  
2. der Minister : der Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört;

3. der Arbeitssuchende : der Arbeitslose, der bei den Dienststellen des Amtes eingetragen ist.

§ 2. Für die Anwendung des vorliegenden Abschnittes werden dem Arbeitssuchenden gleichgestellt :

1. der Arbeitssuchende, der eine Teilzeitbeschäftigung ausübt, wobei seine Arbeitszeit höchstens ein Drittel der gewöhnlichen Arbeitszeit beträgt, die ein Vollzeitbeschäftigter im Unternehmen, das ihn beschäftigt, zu leisten hat;

2. der nicht arbeitssuchende Vollarbeitslose, der Arbeitslosengeld bezieht und in den Artikeln 153bis, 155 und 155ter des vorliegenden Erlasses erwähnt ist;

3. der Arbeitssuchende, der in Artikel 171bis des vorliegenden Erlasses erwähnt ist;

4. der Arbeitssuchende, der an einer Berufsbildung teilnimmt, die vom Amt oder vom Nationalfonds für die soziale Wiedereingliederung der Behinderten organisiert oder zugelassen ist.

§ 3. Für die Anwendung des vorliegenden Abschnittes werden folgende Zeiten nicht als Unterbrechung der Zeit der Eintragung bei den Dienststellen des Amtes betrachtet :

1. die Zeiten, in denen die Eintragung unterbrochen worden ist und die zusammen 3 Monate nicht überschreiten;

2. die Zeiten, die in Anwendung der Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen in bezug auf die Pflichtversicherung gegen Krankheit und Invalidität zur Zahlung einer Entschädigung geführt haben;

3. die Zeiten, die in Anwendung der Gesetzes- oder Verordnungsbestimmungen in bezug auf die Entschädigung von Arbeitsunfällen, Wegeunfällen und Berufskrankheiten zur Zahlung einer Entschädigung geführt haben.

§ 4. Die Zeit der Eintragung als Arbeitssuchender wird ausgesetzt durch :

1. die Haftzeiten in Belgien;

2. die Zeiten, in denen der Betreffende einberufen bzw. wieder einberufen worden ist oder seinen Zivildienst leistet.

Unterabschnitt 2. — Gewährung einer Einstellungs- und Ausbildungsprämie

Artikel 295. Industriebetriebe im Sinne von Artikel 285 vorliegenden Erlasses, die ein Ausbildungsabkommen nach Artikel 288 mit dem Amt geschlossen haben bzw. schließen werden, können eine Prämie erhalten, wenn sie Arbeitssuchende im Hinblick auf ihre Ausbildung einstellen.

Diese Einstellungs- und Ausbildungsprämie kann mit den in den Artikeln 279 bis 293 desselben Erlasses erwähnten Leistungen kumuliert werden.

Artikel 296. Das Amt ist ermächtigt, mit den Arbeitgebern ein Zusatzabkommen zu den bestehenden Abkommen zu schließen, das sich auf die innerbetriebliche Ausbildung bezieht, die im Rahmen eines unbefristeten Arbeitsvertrags eingestellte Arbeitssuchende im Hinblick auf die Gründung, die Erweiterung oder die Umstellung des Unternehmens erhalten sollen.

Das Zusatzabkommen legt die Bedingungen und die Höhe der Prämien fest.

Artikel 297. Die in Artikel 295 erwähnte Prämie beläuft sich auf :

1. 50 000 Franken, wenn ein Arbeitsuchender eingestellt wird;
2. 75 000 Franken, wenn der eingestellte Arbeitsuchende seit mindestens sechs Monaten und höchstens einem Jahr ununterbrochen als Arbeitsuchender eingetragen war;
3. 100 000 Franken, wenn der eingestellte Arbeitsuchende seit mehr als einem Jahr ununterbrochen als Arbeitsuchender eingetragen war.

Für die Anwendung des vorliegenden Artikels geht man zur Bestimmung der Lage des Arbeitsuchenden von dem Tag aus, an dem die Vertragserfüllung beginnt.

Artikel 298. Die Ausbildungsabkommen, auf die sich Artikel 295, Abs. 1, bezieht, sind diejenigen, die zwischen dem 1. Januar 1990 und dem 31. Dezember 1992 ablaufen.

Artikel 299. Der Verwaltungsausschuß des Amtes befindet darüber, ob die Anträge auf Gewährung einer Prämie konform sind und ob ihnen stattzugeben ist, und legt die Höhe der Prämien und ihre Verbuchungsstelle im Haushaltsplan fest.

Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört, entscheidet über die Bewilligung der Prämien.

Der Verwaltungsausschuß des Amtes schließt die Zusatzabkommen.

Die Prämien werden im Rahmen der zur Verfügung stehenden Haushaltsmittel gewährt.

Artikel 300. Die Zahlung der Leistung erfolgt, nachdem das Amt die vom Unternehmen übermittelten Belege überprüft hat.

*Unterabschnitt 3. -- Beteiligung an den Kosten für die Ausbildung von Arbeitnehmern, die das an neue Produktionseinrichtungen versetzte Personal ersetzen sollen*

Artikel 301. Das Amt kann sich zugunsten der in Artikel 295, Abs. 1, erwähnten Betriebe an der Selektion und Ausbildung des Personals beteiligen, das als Ersatz für die Arbeitnehmer angeworben wird, die im Rahmen eines gemäß den Artikeln 279 bis 293 des vorerwähnten Königlichen Erlasses vom 20. Dezember 1963 geschlossenen Abkommens an neue Produktionseinrichtungen versetzt worden sind.

Artikel 302. Das Amt ist ermächtigt, mit Arbeitgebern Abkommen über die innerbetriebliche Ausbildung des in Artikel 301 erwähnten Personals zu schließen, sofern es sich dabei um Arbeitsuchende handelt, die zu Beginn der Vertragserfüllung seit mindestens sechs Monaten ununterbrochen als Arbeitsuchende eingetragen waren.

Das Abkommen bestimmt die Bedingungen und die Dauer der Beteiligung des Amtes an der um die Soziallasten und die Arbeitsunfallversicherung erhöhten Entlohnung der mit der Ausbildung beauftragten Auszubildenden und der Arbeitnehmer, die ausgebildet werden.

Artikel 303. Die Höhe der Leistung für die Auszubildenden richtet sich nach der je nach Beruf geforderten Anzahl Wochen effektiver Ausbildung und der Anzahl Praktikanten, die sie ausbilden.

Diese Leistung entspricht dem Höchstbetrag, wenn mindestens fünf Arbeitnehmer ausgebildet werden, andernfalls wird die Höhe der Leistung im Verhältnis zur Anzahl ausgebildeter Arbeitnehmer berechnet.

Artikel 304. Die Mindest- bzw. Höchstdauer der Ausbildung eines Arbeitnehmers beträgt 4 bzw. 18 Wochen. Die ausgebildeten Arbeitnehmer müssen Staatsangehörige eines Mitgliedstaates der EWG sein oder effektiv in der Wallonischen Region wohnen, mindestens achtzehn Jahre alt sein und durch einen unbefristeten Arbeitsvertrag an den Betrieb gebunden sein.

Artikel 305. Die Leistung ist auf 50 % der vom Arbeitgeber getätigten Ausgaben begrenzt.

Artikel 306. Das Abkommen, durch das die Leistung gewährt wird, gilt höchstens zwei Jahre und läuft frühestens ab dem Tag, an dem der Betrieb seinen Grundantrag beim Amt eingereicht hat, und spätestens ab dem Tag, an dem die erste Ausbildung beginnt.

Artikel 307. Das in den Artikeln 289, 290 und 292 des vorliegenden Erlasses vorgesehene Verfahren findet Anwendung auf die Anträge, für die vorliegender Unterabschnitt gilt.

*Unterabschnitt 4. -- Anreize für die Anwerbung und die Ausbildung von wenig geschultem Personal*

Artikel 308. Das Amt kann sich zugunsten der in Artikel 295, Abs. 1, erwähnten Betriebe an den Ausgaben beteiligen, die mit der Selektion und Ausbildung des Personals einhergehen, das angeworben wird, um einen Posten zu bekleiden, der begrenzte Fachkenntnisse erfordert und direkt oder mittelbar mit der Anwendung neuer Techniken verbunden ist.

Artikel 309. Das Amt ist ermächtigt, mit Arbeitgebern Abkommen über die innerbetriebliche Ausbildung des in Artikel 308 erwähnten Personals zu schließen, sofern es sich dabei um Arbeitsuchende handelt, die zu Beginn der Vertragserfüllung seit mindestens einem Jahr als Arbeitsuchende eingetragen waren.

Das Abkommen bestimmt die Bedingungen und die Dauer der Beteiligung des Amtes an der um die Soziallasten und die Arbeitsunfallversicherung erhöhten Entlohnung der mit der Ausbildung beauftragten Auszubildenden und der Arbeitnehmer, die ausgebildet werden.

Artikel 310. Die Höhe der Leistung für die Auszubildenden richtet sich nach der je nach Beruf geforderten Anzahl Wochen effektiver Ausbildung und der Anzahl Praktikanten, die sie ausbilden.

Diese Leistung entspricht dem Höchstbetrag, wenn mindestens fünf Arbeitnehmer ausgebildet werden, andernfalls wird die Höhe der Leistung im Verhältnis zur Anzahl ausgebildeter Arbeitnehmer berechnet.

Artikel 311. Die Mindest- bzw. Höchstdauer der Ausbildung eines Arbeitnehmers beträgt 4 bzw. 18 Wochen.

Die ausgebildeten Arbeitnehmer müssen Staatsangehörige eines Mitgliedstaates der EWG sein oder effektiv in der Wallonischen Region wohnen, mindestens achtzehn Jahre alt sein und durch einen unbefristeten Arbeitsvertrag an den Betrieb gebunden sein.

Artikel 312. Die Leistung ist auf 50 % der vom Arbeitgeber getätigten Ausgaben begrenzt.

Artikel 313. Das Abkommen, durch das die Leistung gewährt wird, gilt höchstens zwei Jahre und läuft frühestens ab dem Tag, an dem der Betrieb seinen Grundantrag beim Amt eingereicht hat, und spätestens ab dem Tag, an dem die erste Ausbildung beginnt.

Artikel 314. Das in den Artikeln 289, 290 und 292 des vorliegenden Erlasses vorgesehene Verfahren findet Anwendung auf die Anträge, für die vorliegender Unterabschnitt gilt. »

Art. 2. Vorliegender Erlaß tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft und tritt am 31. Dezember 1992 außer Kraft.

Art. 3. Der Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört, ist mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namür, den 12. Dezember 1990.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonische Regionalexekutive,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Ländlichen Erneuerung, der Erhaltung der Natur,  
der Industriezonen und der Beschäftigung für die Wallonischen Region,

E. HISMANS

VERTALING

N. 91 -- 582

12 DECEMBER 1990. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot instelling van een premie voor de bevordering van de indienstneming van op te leiden werknemers en tot regeling van een tussenkomst in de opleidingskosten

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988, inzonderheid op artikel 6, IX, 2°;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Gemeenschaps- en Gewestdienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling (FOREM);

Gelet op de instemming van de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheden de Begroting behoort;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegend dat de noodzaak onverwijld een maatregel te treffen waarbij de werkgevers meer aangezet worden om moeilijk te plaatsen werkzoekenden in dienst te nemen voorkomt uit het in non-activiteit houden van een groot aantal dezer werklozen;

Overwegende de belangrijke stijging van de in bedrijven verrichte investeringen met het oog op oprichtings- en uitbreidingsontwerpen;

Overwegende de noden inzake indienstneming en kwalificatie voortkomend uit deze investeringen;

Overwegend dat de Waalse Gewestexecutieve bijkomende budgettaire middelen vrij gemaakt heeft in het kader van het « Plus-programma » ten einde deze initiatieven te financieren;

Op de voordracht van de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheden de Tewerkstelling behoort,

Besluit :

Artikel 1. Titel V, Bepalingen eigen aan het Waalse Gewest, van het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid, wordt bijgevoegd door een als volgt opgestelde afdeling 2bis :

• Afdeling 2bis. — Tijdelijke maatregelen inzake opleiding

Onderafdeling 1. — Definities en gelijkstellingen

Artikel 294. § 1. Voor de toepassing van onderhavige afdeling wordt verstaan onder :

1° de Dienst : de Gemeenschaps- en Gewestdienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling (FOREM);

2° de Minister : de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheden de Tewerkstelling behoort;

3° de werkzoekenden : de bij de diensten van de Dienst ingeschreven werkloze personen.

§ 2. Voor de toepassing van onderhavige afdeling worden gelijkgesteld met werkzoekende :

1° de werkzoekende met een deeltijdse betrekking waarvan de duur gelijk of lager is dan het derde van de normale duur van een voltijds werk in het bedrijf waar hij in dienst is;

2° de in artikelen 153bis, 155 en 155ter van onderhavig besluit bedoelde volledig uitkeringsgerechtigde niet-werkzoekende werkloze;

3° de in artikel 171bis van onderhavig besluit bedoelde werkzoekende;

4° de werkzoekende die een beroepsopleiding volgt dewelke ingericht of erkend is door de Dienst of door het Rijksfonds voor sociale reclassering van de minder-validen.

§ 3. Voor de toepassing van onderhavige afdeling, worden niet als onderbreking van de inschrijvingsperiode bij de diensten van de Dienst aanzien :

1° de periodes van inschrijvingsonderbreking die, gecumuleerd, niet langer dan 3 maanden zijn;

2° de periodes die aanleiding gegeven hebben tot de betaling van een vergoeding bij toepassing van de wettelijke of reglementaire bepalingen inzake verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering;

3° de periodes die aanleiding gegeven hebben tot de betaling van een vergoeding bij toepassing van een wettelijke of reglementaire bepaling inzake schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten.

§ 4. De periode van inschrijving als werkzoekende wordt onderbroken door :

1° de periodes van gevangenisstraf in België;

2° de periodes van oproep of wederoproep onder de wapens of van burgerlijke dienst.

*Onderafdeling 2. — Toekenning van een indienstnemings- en opleidingspremie*

Artikel 296. De in artikel 285 van onderhavig besluit bedoelde industriebedrijven die een in artikel 288 van hetzelfde besluit bedoelde opleidingspremie met de Dienst afgesloten hebben of zullen afsluiten kunnen van een premie genieten wanneer zij werkzoekenden in dienst nemen met het oog op hun opleiding.

Deze indienstnemings- en opleidingspremie kan gecumuleerd worden met de in artikelen 279 tot 293 van hetzelfde besluit bedoelde tussenkomsten.

Artikel 297. De Dienst is gemachtigd aanhangsels af te sluiten met de werkgevers bij de reeds vastgestelde overeenkomsten en die betrekking hebben op de opleiding, binnen hun bedrijf, van werkzoekenden indienstgenomen door een arbeidsovereenkomst van onbepaalde duur, met het oog op de oprichting, de uitbreiding of de herschikking ervan.

Het aanhangsel bij de overeenkomst bepaalt de voorwaarden en de bedragen van de premies.

Artikel 298. De in artikel 285 bedoelde premie bedraagt :

1° 50 000 frank voor de indienstneming van één werkzoekende;

2° 75 000 frank voor de indienstneming van één werkzoekende sinds ten minste zes ononderbroken maanden en sinds maximum één jaar;

3° 100 000 frank voor de indienstneming van één werkzoekende sinds meer dan één ononderbroken jaar.

Voor de toepassing van dit artikel wordt de situatie van de werkzoekende in acht genomen op de dag van het begin van de kontraktuitvoering.

Artikel 299. De in artikel 295, 1e lid, bedoelde opleidingsovereenkomsten zijn dewelke eindigen tussen 1 januari 1990 en 31 december 1992.

Artikel 300. Het Beheerscomité van de Dienst beslist over de overeenstemming van de premieaanvragen, over het hun te geven gevolg en bepaalt hun bedrag en hun begrotingsstoe rekening.

De Minister tot wiens bevoegdheden de tewerkstelling behoort beslist over de toekenning van de premies.

Het Beheerscomité van de Dienst sluit de aanhangsels bij de overeenkomsten af.

De premies worden toegekend binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten.

Artikel 301. De betaling van de tussenkomst geschiedt na nazicht door de Dienst van de door het bedrijf overgemaakte bewijsstukken.

*Onderafdeling 3. — Tussenkomst in de opleidingskosten van werknemers ter vervanging van het naar nieuwe productieuitrustingen overgedragen personeel*

Artikel 302. De in artikel 295, 1e lid, bedoelde bedrijven kunnen een tussenkomst van de Dienst genieten in de selectie en de opleiding van het indienstgenomen personeel ter vervanging van de naar nieuwe productieuitrustingen overgedragen werknemers in het kader van een overeenkomst afgesloten overeenkomstig artikelen 279 tot 293 van het voormeld koninklijk besluit van 20 december 1993.

Artikel 303. De Dienst is gemachtigd overeenkomsten af te sluiten met werkgevers betreffende de opleiding, binnen het bedrijf, van het in artikel 301 bedoelde personeel op voorwaarde dat zij werkzoekend zijn sinds minstens zes ononderbroken maanden wanneer de uitvoering van het kontrakt begint.

De overeenkomst bepaalt de voorwaarden en de duur van de tussenkomst van de Dienst in de bezoldiging vermeerderd met de sociale lasten en de verzekeringen voor de werkongevallen van de instructeurs belast met de opleiding en van de werknemers die ervan genieten.

Artikel 304. De tussenkomst voor de instructeurs is berekend naargelang het aantal weken effectieve opleiding, rekening houdend met het beroep, en het aantal stagiairs die zij opleiden.

Deze tussenkomst is maximaal indien zij betrekking heeft op minstens vijf werknemers, zo niet wordt zij berekend naar evenredigheid van het aantal opgeleide werknemers.

Artikel 305. De minimale en maximale opleidingsduur voor een werknemer zijn respectievelijk 4 en 18 weken.

De opgeleide werknemers moeten burger zijn van een lid-Staat van de E.E.G. of werkelijk in het Waalse Gewest verblijven, minstens achttien jaar oud zijn en aan het bedrijf gebonden zijn door een arbeidsovereenkomst van onbepaalde duur.

Artikel 306. De tussenkomst is beperkt tot 50 % van de door de werkgever voorgelegde uitgaven.

Artikel 307. De overeenkomst houdende toekenning van de tussenkomst begint voor een maximale duur van twee jaar, ten vroegste op de datum waarop het bedrijf haar eerste aanvraag aan de Dienst gericht heeft en, laatstens op de datum van het begin van de eerste opleiding.

Artikel 308. De in artikelen 289, 290 en 292 van onderhavig besluit voorziene vordering is toepasselijk op de aanvragen die door onderhavige onderafdeling geregeld worden.

*Onderafdeling 4. — Aanzet tot indienstneming en opleiding van weinig gekwalificeerd personeel*

Artikel 309. De in artikel 295, 1e lid, bedoelde bedrijven kunnen genieten van een tussenkomst van de Dienst in de uitgaven verbonden aan de selectie en de opleiding van het indienstgenomen personeel om een betrekking van verminderde kwalificatie te bekleden die rechtstreeks of onrechtstreeks verbonden is aan de toepassing van nieuwe technieken.

Artikel 310. De Dienst is gemachtigd overeenkomsten af te sluiten met werkgevers betreffende de opleiding, binnen het bedrijf, van het in artikel 308 bedoelde personeel op voorwaarde dat zij werkzoekend zijn sinds minstens één jaar wanneer de uitvoering van het kontrakt begint.

De overeenkomst bepaalt de voorwaarden en de duur van de tussenkomsten van de Dienst in de bezoldiging vermeerderd met de sociale lasten en de verzekeringen voor de werkongevallen van de instructeurs belast met de opleiding en van de werknemers die ervan genieten.

Artikel 311. De tussenkomst voor de instructeurs is berekend naargelang het aantal weken effectieve opleiding, rekening houdend met het beroep, en het aantal stagiairs die zij opleiden.

Deze tussenkomst is maximaal indien zij betrekking heeft op minstens vijf werknemers, zo niet wordt zij berekend naar evenredigheid van het aantal opgeleide werknemers.

Artikel 312. De minimale en maximale opleidingsduur voor een werknemer zijn respectievelijk 2 en 13 weken.

De opgeleide werknemers moeten burger zijn van een lid-Staat van de E.E.G. of werkelijk in het Waalse Gewest verblijven, minstens achttien jaar oud zijn en aan het bedrijf gebonden zijn door een arbeidsovereenkomst van onbepaalde duur.

Artikel 312. De tussenkomst is beperkt tot 50 % van de door de werkgever voorgelegde uitgaven.

Artikel 313. De overeenkomst houdende toekenning van de tussenkomst begint voor een maximale duur van twee jaar; ten vroegste op de datum waarop het bedrijf haar eerste aanvraag aan de Dienst gericht heeft en, laatstens op de datum van het begin van de eerste opleiding.

Artikel 314. De in artikelen 289, 290 en 292 van onderhavig besluit voorziene vordering is toepasselijk op de aanvragen die door onderhavige onderafdeling geregeld worden. »

Art. 2. Onderhavig besluit treedt in kracht op de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* en zal niet meer van kracht zijn vanaf 31 december 1992.

Art. 3. De Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheden de Tewerkstelling behoort wordt belast met de uitvoering van onderhavig besluit.

Namen, 12 december 1990.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,  
belast met Economie, K.M.O.'s en Gewestelijk Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Tewerkstelling,  
belast met Landinrichting, Natuurbehoud en Industriegebieden,

E. HISMANS

F. 91 — 583

**12 DECEMBRE 1990. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon  
octroyant une prime d'embauche aux employeurs qui engagent un demandeur d'emploi (1)**

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi du 8 août 1988, notamment l'article 6, IX, 2°;

Vu l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office communautaire et régional de la formation professionnelle et de l'emploi;

Vu l'accord du Ministre de la Région wallonne qui a le Budget dans ses attributions;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que la nécessité de prendre sans retard une mesure incitant davantage les employeurs à engager des demandeurs d'emploi difficiles à placer résulte du maintien en inactivité d'un grand nombre de cette catégorie de chômeurs;

Considérant que l'Exécutif régional wallon a dégagé des moyens budgétaires supplémentaires dans le cadre du programme « Plus » afin de financer ces incitants à l'embauche;

Sur la proposition du Ministre de la Région wallonne qui a l'Emploi dans ses attributions,

Arrête :

Article 1er. Un article 278bis, rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage :

« Art. 278bis. A l'exception des demandes ayant fait l'objet d'une décision avant l'entrée en vigueur de la section 1bis, la présente section cesse d'être applicable jusqu'au 31 décembre 1992 aux employeurs visés à l'article 278quater. »

Art. 2. Une section 1bis, rédigée comme suit, est insérée dans le titre V, dispositions particulières à la Région wallonne, du même arrêté :

« Section 1bis : Dispositions temporaires relatives à l'embauche.

Article 278ter. Pour l'application de la présente section, il faut entendre par :

1° l'Office : l'Office communautaire et régional de la formation professionnelle et de l'emploi (FOREM);

2° le Ministre : le Ministre de la Région wallonne qui a l'emploi dans ses attributions.

Article 278quater. Toute personne physique ou morale qui engage un demandeur d'emploi dans les liens d'un contrat de travail bénéficiant, aux conditions fixées par la présente section, d'une prime d'embauche, dénommée prime « PLUS ».

Sont toutefois exclus :

- 1° les personnes morales de droit public;
- 2° les personnes qui organisent un établissement d'enseignement, un centre psycho-médico-social libre ou un office libre d'orientation scolaire ou professionnelle;
- 3° les entreprises sans finalité industrielle ou commerciale;
- 4° les établissements de soins et d'hébergement;
- 5° les entreprises du spectacle;
- 6° les entreprises de travail intérimaire;
- 7° les employeurs qui occupent uniquement des travailleurs domestiques;
- 8° les personnes qui exercent une des professions libérales suivantes : médecins, pharmaciens, dentistes, professions paramédicales, vétérinaires, avocats, notaires, architectes et huissiers de justice;

(1) Référence au *Moniteur belge* : Arrêté royal du 20 décembre 1963, *Moniteur belge* du 18 janvier 1964.